

Crise et paupérisation

1. Le monde à l'envers

La fin des années soixante a vu fleurir les marxismes dissidents à travers l'Europe : l'*opéraïsme* en Italie, les *Situationnistes* en France, et ce qui allait devenir la *Neue Marx-Lektüre* en Allemagne. Le marxisme orthodoxe était entré en crise après la révolution hongroise de 1956. Une « nouvelle gauche » tâtonnait vers de nouvelles idées et la vague de révoltes travailleurs-étudiants qui jaillit en 1968 semblait exiger une théorie critique du capitalisme d'après-guerre adéquate à la critique pratique qui prenait forme dans les usines et dans les rues. Tout comme un moment de forte production théorique à la suite de la révolution russe de 1917 avait conduit à un retour à l'esprit critique des écrits de Marx, la nouvelle génération des marxistes dissidents réalisait son propre « retour à Marx », aidée en cela par la découverte et la mise en circulation de nombreux manuscrits inédits¹.

Les membres de l'école de Francfort formaient le pont intellectuel qui reliait ces deux temps forts de la théorisation marxiste. En Allemagne, le travail de Theodor Adorno – avec les écrits de certains des associés de l'école de Francfort les moins orthodoxes, comme Alfred Sohn-Rethel – a exercé une influence majeure sur la relecture des écrits de la maturité de Marx². La *Neue Marx-Lektüre* interprétait la théorie de la valeur chez Marx au prisme de son analyse du fétichisme, non comme une théorie de la détermination des prix, mais comme plutôt comme une théorie du travail social *en tant que* prix. Ici, les dissidents firent appel à la notion « d'abstraction réelle » de Sohn-Rethel, dans laquelle le processus de la vie matérielle est dominé par les formes abstraites et impersonnelles de la valeur. Dans cette perspective, la critique de l'économie politique par le vieux Marx n'est pas une tentative d'amélioration de la pensée des économistes classiques, comme le croyait le marxisme orthodoxe. Au contraire, sa critique montre de quelle manière leur perspective inversée correspond aux inversions réelles du « monde ensorcelé et renversé » de la société capitaliste³.

Ces idées n'étaient pas limitées aux étudiants d'Adorno. En France, la conception d'Adorno concernant la totalité inversée – « le tout est le non-vrai » – trouvait un écho dans la théorie du spectacle de Debord. « Dans le monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux »⁴. De même, Jacques Rancière et Lucio Colletti avaient saisi la centralité de la notion de fétichisme dans la théorie de la valeur de Marx, ainsi que, dans une perspective plus radicale, Jacques Camatte et Fredy Perlman, qui en traduisant l'économiste russe dissident Isaac Rubin a introduit auprès du public anglophone cette interprétation des travaux du vieux Marx⁵. Tous ces penseurs participent d'une tendance générale dans les années 1960, qui réinterprète Marx comme un théoricien de l'aliénation tant au travail

¹Les figures éminentes de la première époque furent Rosa Luxemburg, Antonio Gramsci, Georg Lukacs et Karl Korsch, mais la seconde époque redécouvrit également des figures relativement inconnues comme Isaac Rubin et Evgeny Pashukanis.

²Pour un aperçu plus détaillé de la *Neue Marx-Lektüre*, voir « Communisation et théorie de la forme-valeur », Endnotes 2.

³K. Marx, *Le capital*, Livre III, §7, chapitre XLVIII, « La formule tripartite ».

⁴Guy Debord, *La Société du spectacle*, Champ Libre, 1971, §9, p. 12.

⁵Jacques Rancière, *Lire le Capital III, Le concept de critique et la critique de l'économie politique des "Manuscrits de 1844" au "Capital"*, F. Maspero, 1973 ; Lucio Colletti, *Le marxisme et Hegel*, Paris, Champ libre, 1976 ; Jacques Camatte, *Capital et Gemeinwesen*, Spartacus, 1978 ; Fredy Perlman « Introduction à l'Essai sur la théorie de la valeur chez Marx de I. Rubin », traduction en français disponible sur : <https://raforum.info/spip.php?article7699>. Cette approche fut par la suite reprise dans le monde anglophone par des groupes autour de *Capital and Class* et *Open Marxism*.

que dans la société, et par conséquent comme un critique non seulement de l'*exploitation* mais aussi de la *domination*⁶. Ainsi, les marxistes européens dissidents des années 1960 ont ouvert une voie – ou, peut-être de manière plus précise, un grand nombre de voies – éloignés des dogmes officiels de l'Union Soviétique et des partis communistes⁷.

En s'inspirant des écrits du jeune Marx, les dissidents des années 1960 ont rêvé d'un autre genre de futur que celui qui leur était offert à l'Est et à l'Ouest, un futur dans lequel le fardeau du travail pourrait être réduit au minimum de manière à étendre le plus possible le temps libre consacré tant aux plaisirs simples qu'à leurs formes supérieures, comme la production de savoir scientifique ou la création artistique. Certains pensaient qu'il était possible de dépasser la distinction entre travail et loisir et d'abolir la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel qui avaient été jusqu'à présent définitoires de la civilisation agricole et industrielle. Par dessus tout, les dissidents cherchaient à renverser les conditions actuelles de la vie sociale pour libérer le potentiel de la liberté humaine et faire éclore ce qui était implicite dans ces conditions mais encore structurellement entravé.

Nonobstant les dénégations d'Adorno, ces idées étaient sans aucun doute marquée par l'époque qui les a vu naître. Il y a de claires affinités entre la théorie critique et la contre-culture des années 1960, avec sa révolte contre la « société de consommation », sa critique globale du « système » et ses préoccupations à propos de l'aliénation de la « vie quotidienne ». On peut aussi retrouver, dans la critique de la domination, un écho des divers mouvements de libération de l'époque, des minorités raciales et sexuelles, des femmes et des sujets coloniaux. Mais par dessus tout, la théorie critique de cette période était marquée par son apparition au cœur de la croissance accélérée d'après-guerre et de la révolution technologique qui avait donné naissance à un âge d'abondance. Avec l'interventionnisme d'État keynésien, le capitalisme paraissait s'être libéré de sa tendance à entrer périodiquement en crise⁸. Cette période témoigna d'un recul sans précédent des inégalités, dans la mesure où l'augmentation du salaire réel des travailleurs dépassa l'accroissement des profits du capital dans de nombreux pays. Le « grand nivellement » des revenus semblait remettre en cause les développements du marxisme orthodoxe sur la crise et la paupérisation, avec d'importantes conséquences pour la théorie révolutionnaire.

A la différence des marxistes orthodoxes, qui tendaient à nier que le taux d'exploitation avait chuté dans les pays développés – ou qui avaient porté leur attention vers des travailleurs supposés plus exploités ailleurs dans le monde – les dissidents des années 1960 admettaient que l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière rendait nécessaire une révision de la théorie marxiste pour l'adapter aux nouvelles réalités. En agissant ainsi, ils mettaient davantage en avant la préoccupation majeure de Marx pour la liberté et sa critique de l'aliénation et de l'idéologie que l'aspect « économiste » de ses dernières œuvres, particulièrement celles qui semblaient envisager une dégradation matérielle (et non uniquement morale) des conditions de vie de la classe ouvrière. Pour Debord, les modifications du capitalisme d'après-guerre rendaient possible une définition plus vaste du prolétariat comme sujet révolutionnaire – étendu à tous ceux qui devaient travailler pour un salaire, que celui-ci soit bas ou élevé⁹ – et modifiait le contenu de cette révolution – une révolte contre l'abondance plutôt que contre la pauvreté. Adorno adoptait une vision plus pessimiste, mais partageait avec Debord un intérêt majeur pour la domination impersonnelle : une

⁶Moshe Postone, *Temps, travail et domination sociale*, Mille et une nuits, 2009.

⁷Bien que tous opposés au stalinisme, les dissidents n'en prirent pas moins des positions variées concernant le bolchévisme, dont les plus intéressantes furent celles qui s'inspiraient des alternatives conseillistes et anarchistes aux grandes lignes de l'histoire socialiste.

⁸Pour un compte rendu historique et économique de cette période, voir Philip Armstrong, Andrew Glyn, and John Harrison, *Capitalism since 1945*, Basil Blackwell, 1991 (non traduit) et Robert Brenner, *Economics of Global Turbulence*, Verso Books, 2006 (non traduit). Sur la question plus spécifique du keynésianisme, voir le classique Paul Mattick, *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*, Gallimard, 2010, ainsi que Geoff Mann, *In the Long Run We Are All Dead*, Verso Books, 2017 (non traduit).

⁹Debord définit les prolétaires comme ceux qui « ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie », tout en admettant que cela comprend à peu près tout le monde (Guy Debord, *La Société du spectacle*, Champ Libre, 1971, § 114, p. 92)

critique non seulement de la répartition de la richesse, mais aussi de son règne comme un pouvoir indépendant sur toutes les classes sociales¹⁰.

L'évolution technique accélérée des années d'après-guerre amena de nombreux dissidents à abandonner l'idée que le rapport social capitaliste n'était qu'une simple « entrave » au développement des forces productives. Cette perspective était tout simplement incompatible avec les souffrances du travail à la chaîne décrites par Raniero Panzieri et Harry Braverman, ainsi qu'avec la critique du travail plus pratique énoncée par les grèves sauvages récurrentes¹¹. Alors que les marxistes dissidents continuaient à adopter l'idée que l'innovation technique avait le potentiel de libérer les êtres humains en étendant le « domaine de la liberté » face au « domaine de la nécessité », ils virent que dans le capitalisme la technologie était devenue le moyen d'une rationalisation et d'une instrumentalisation de la vie sociale toujours plus intense¹². Pour Adorno, en effet, le mode de production capitaliste, en résolvant le problème de la distribution, avait en fait empiré le problème de la domination : « S'il est certes vrai que la théorie de la paupérisation ne s'est pas confirmée *à la lettre*, elle s'est néanmoins avérée dans le sens non moins angoissant où la non-liberté – la dépendance par rapport à un appareillage qui s'est affranchi de la conscience de ceux qui le manient – étend universellement son empire sur les hommes »¹³. Pour toutes ces raisons, les marxistes dissidents se sont détournés de la théorie des crises, traditionnellement conçues comme une contradiction fondamentale entre les forces productives et les relations de production, pour aller vers une théorie de l'aliénation, pour laquelle la contradiction se trouve entre *le potentiel* et *la réalité* de la création de richesses dans le capitalisme¹⁴.

Pourtant, rétrospectivement, les dissidents avaient tort de conclure que quelques décennies exceptionnelles de croissance avaient réfuté la « vieille théorie de la paupérisation ». Les marxistes des années 1960 vivaient dans une période de surabondance matérielle, qui annonçait une énorme augmentation potentielle du temps libre dans la société – une potentialité qui avait échoué à se réaliser dans la mesure où les gens continuaient à travailler de longues heures. Dans une époque de taux de chômage très bas et de croissance élevée des salaires réels, ces théoriciens pouvaient difficilement imaginer ce qui devait bientôt suivre : à partir du milieu des années 1970, l'accroissement potentiel du temps libre dans la société se révélerait être non l'extension du domaine du loisir, mais plutôt une crise de surproduction, accompagnée d'une hausse dramatique des taux de chômage et de sous-emploi. Ces évolutions n'aboutirent pas à une revitalisation et à une transformation du mouvement ouvrier, comme les dissidents l'imaginaient possible, mais plutôt à sa disparition tendancielle.

Parce qu'une si grande part du travail des dissidents était fondé sur un rejet de la théorie des crises du capital et des thèses de la paupérisation, celle-ci est d'une portée limitée pour expliquer les évolutions récentes de la société capitaliste. Depuis 1973, la croissance de l'économie mondiale a été beaucoup plus faible que dans les années 1950 et 1960. Dans les pays riches, le taux de chômage s'est maintenu à un niveau élevé pendant des décennies – dans le cas de l'Europe – ou bien n'a baissé que dans la mesure où les travailleurs ont été recrutés pour des emplois précaires et mal payés – dans le cas des États-Unis et du Royaume Uni. Dans les années 1990 et 2000, les pays européens ont suivi le chemin tracé par les pays anglo-saxons vers la « flexibilisation » du travail. Une faible

¹⁰Pour Adorno, les objets de la domination « depuis longtemps [...] ne sont plus seulement les masses, mais aussi ceux qui disposent des moyens de production et leurs associés. (Theodor W. Adorno, « Capitalisme tardif ou société industrielle ? » in *Société, intégration, désintégration. Écrits sociologiques*, Paris, Payot, 2011, p. 92).

¹¹Voir Raniero Panzieri, « Capitalisme et machinisme », 1961, traduction française disponible sur <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1961-capitalisme-et-machinisme-panzieri/>, et Harry Braverman, *Travail et capitalisme monopoliste. La dégradation du travail au XXe siècle*, Maspero, 1976. Voir également Paul Romano and Ria Stone, « The American Worker », 1947, disponible sur <https://libcom.org/history/american-worker-paul-romano-ria-stone> (non traduit).

¹²Adorno et Debord voyaient tous deux le capitalisme géré par l'État comme un point de convergence entre l'Est et l'Ouest, suivant une trajectoire bureaucratique vers un monde entièrement administré.

¹³Adorno, « Capitalisme tardif ou société industrielle ? », p. 92.

¹⁴Postone, *Temps, travail et domination sociale*, p. 48.

demande en travail a été accompagnée, dans la plupart des cas, par une stagnation du salaire réel et une chute de la part du revenu alloué au travail. La situation en dehors des pays à hauts revenus était, dans l'ensemble, bien pire.

Globalement, les gens qui dépendent de la vente de leur force de travail pour vivre sont plus nombreux que jamais auparavant. Mais dans des conditions de ralentissement général des taux de croissance, le développement économique devient plus difficile à réaliser : le succès de pays à bas revenus comme la Chine s'est accompli aux dépens d'autres pays pauvres. Une offre toujours plus grande de travail fait donc face à une demande qui reste faible, ce qui est bien pire que la situation qui prévaut dans les pays à hauts revenus. Beaucoup de gens ne survivent que grâce au travail informel : à l'heure actuelle, le travail informel représente la moitié de tout le travail non-agricole au niveau mondial¹⁵. De même, globalement, la part du revenu alloué au travail a chuté¹⁶. Toutefois, ces décennies n'ont pas été marquées uniquement par un retour de la pauvreté, mesurée quantitativement par la stagnation des salaires et qualitativement par une insécurité de l'emploi croissante et par une détérioration des conditions de travail.

Depuis la fin des années 1960 et le début des années 1970, la stagnation économique s'est accompagnée d'une *désindustrialisation* : les industries continuent à produire davantage alors qu'elles emploient moins de travailleurs, aggravant le déficit de la demande de travail dans toute l'économie¹⁷. Aux États-Unis et dans le Royaume Uni, en proportion de l'emploi total, le travail industriel a chuté, respectivement de 32% et 24 % en 1970, à moins de 10 % aujourd'hui. En Allemagne, il a baissé de 40 % à 20 % durant la même période, et en France de 28 % à 12 %.

La même tendance est également apparue dans de nombreux pays pauvres, qui ont vu la part de leurs emplois industriels chuter « prématurément » à partir des années 1980 et 1990 jusqu'à de surprenants creux, généralement à moins de 20 %, voire à environ 15 %, de l'emploi total.¹⁸ Beaucoup de ces usines qui étaient objets de critique pour les dissidents des années 1960, ont fermé leurs portes.

2. Misère

Ces tendances forment la toile de fond de notre propre « retour à Marx », qui s'appuie sur les idées des dissidents des années 1960 pour les mettre en relation avec la théorie originale de la paupérisation de Marx.¹⁹ Il est ici crucial de reconnaître que *Marx était un théoricien de la paupérisation précisément parce qu'il théorisait la désindustrialisation*. Marx considérait que la propension du capital à l'appauvrissement – qui était, pour lui, tant qualitative que quantitative – se déployait dans une double transformation de la production. D'abord, lors du procès de travail, le capital tend à compléter le travail humain par des machines à un tel degré que le travail ne devient qu'une simple « annexe » à un procès de production organisé de façon objective et fondé sur les applications techniques des connaissances scientifiques. Ensuite, lors du procès de valorisation, cette modification de la production se traduit par un *déclin de la demande en travail industriel*, provoquant l'expulsion des usines d'une force de travail de

¹⁵Juan R. de Laiglesia and Johannes Jütting (éditeurs), *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries*, OCDE, 2009 (non traduit). Voir aussi ILO (BIT), *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*, ILO, 2013 (non traduit).

¹⁶Voir Loukas Karabarbounis and Brent Neiman, « The Global Decline of the Labor Share », *The Quarterly Journal of Economics* 129, no. 1, 2013, pp. 61-103 (non traduit).

¹⁷Pour l'opinion majoritaire sur ce sujet, voir Robert Rowthorn and Ramana Ramaswamy, « Deindustrialization: Causes and Implications », IMF Working Paper 97/42, 1997 (non traduit) et Dani Rodrik, « Premature Deindustrialization », *Journal of Economic Growth*, vol 21(1), 1999, 1-33 (non traduit).

¹⁸Pendant ce temps, une grande partie de la production restante se fait dans de petites entreprises informelles, plutôt que dans de grandes usines utilisant des technologies de pointe.

¹⁹Voir Aaron Benanav et John Clegg « Misère et dette : Sur la logique et l'histoire des surpopulations et du capital excédentaire », disponible sur le site de Endnotes : <https://endnotes.org.uk/issues/2/fr/endnotes-misere-et-dette> (cet article apparaissait à l'origine dans Endnotes 2, 2010 : <http://endnotes.org.uk/en/endnotes-misery-and-debt>).

plus en plus « superflue ». Cette dernière transformation implique des coûts humains désastreux, dans un monde dans lequel la plupart des gens survivent en vendant leur force de travail : il devient de plus en plus difficile de vendre cette force de travail lorsque la demande en travail chute, et par conséquent les travailleurs voient leurs positions de négociation individuelles et collectives s'affaiblir. C'est pour cette raison que, dans une société capitaliste, « l'accumulation de richesse a un pôle », c'est-à-dire du côté du capital, « signifie donc en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère », c'est-à-dire du côté des travailleurs.²⁰

Les dissidents des années 1960 avaient seulement fait ressortir la première des deux transformations décrites plus haut : l'augmentation constante de la productivité nécessite une réorganisation permanente du procès de production qui mène à réduire de plus en plus la liberté de la main d'œuvre. À l'époque de l'émergence du capitalisme, les biens industriels étaient produits par des artisans indépendants, qui utilisaient des outils produits uniquement pour leur profession. Sous la pression de la concurrence, les capitalistes ont été amenés tant à décomposer qu'à recomposer le processus productif artisanal pour pouvoir le soumettre plus facilement aux ajustements constants nécessaires à la baisse des coûts de production. Le travail a par conséquent été secondé, d'abord par des machines, puis par de complexes systèmes industriels. Pendant cette évolution, les travailleurs se voient écartés du centre de la production pour être repoussés à la marge, devenant des « appendices vivants » de la machine à qui le travail « confisque toute liberté d'action du corps et de l'esprit». ²¹

Voilà l'aliénation du travailleur dans la production, que les théoriciens des années 1960 ont identifiés.²² Pour Marx, la domination capitaliste est incarnée dans la forme-usine elle-même : une fois que le procès de travail est décomposé puis recomposé, « le caractère connexe de leurs travaux se présente face à eux sur le plan des idées comme un plan, mais concrètement comme l'autorité du capitaliste, comme le pouvoir d'une volonté étrangère qui soumet leur action à ses propres fins. »²³ Marx critiquait dialectiquement la production industrielle en soulignant que des moyens susceptibles d'accroître la liberté humaine (les connaissances scientifiques) étaient retournés en outils de domination (par leurs applications techniques dans le processus de production capitaliste).

Marx a décrit cette transformation technique de la production, dans tout lieu de travail donné, comme l'augmentation de la « composition technique du capital » : la masse de moyens de production qui est mise en mouvement par chaque travailleur augmente.²⁴ Non seulement ce processus a lieu dans chaque chaîne de production, mais avec le développement du travail en usine, il se déploie dans toute la société. De nombreuses techniques passent d'anciens secteurs de production à de nouveaux secteurs puisque les capitalistes tirent profit de toutes les innovations pouvant les aider à faire face à la concurrence.²⁵ Peu à peu, de larges pans de l'appareil productif adoptent la forme-usine. Et simultanément, la société toute entière est réorganisée : des infrastructures de très grande envergure accélèrent les flux de marchandises, et rendent possible le développement de marchandises nouvelles (par exemple par le réseau électrique, l'internet à haut débit, etc.). Si l'on s'arrêtait à ce stade du processus, le résultat d'une surenchère technologique permanente de la production se réduirait à une tension croissante entre la potentialité de la société capitaliste et son actualisation, comme le soutenaient les dissidents des années 1960. Mais Marx

²⁰ Marx, *Le capital, Critique de l'économie politique, Livre Premier*, traduction de J.P. Lefebvre, éditions Quadrige, Paris, 1993, p. 724

²¹ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 474.

²² « au sein du système capitaliste [...] tous les moyens qui visent à développer la production se renversent en moyens de domination et d'exploitation du producteur, mutilent le travailleur jusqu'à en faire un homme partiel, le dégradent au rang d'accessoire annexe de la machine, détruisent par le tourment que lui crée son travail le contenu même de celui-ci, le privent en les transférant à autrui des potentialités intellectuelles du procès de travail, dans la mesure même où la science est incorporée à ce procès comme une potentialité autonome » (Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 724).

²³ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 373.

²⁴ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 697.

²⁵ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 704.

affirmait que l'augmentation de la composition technique se répercutait également dans l'augmentation d'une « composition-valeur » du capital, c'est-à-dire dans l'augmentation des dépenses en moyens de production proportionnellement au travail. Cette tendance crée une situation dans laquelle la « demande de travail [...] chute progressivement à mesure que s'accroît le capital global ». ²⁶ Les travailleurs qui sont écartés des anciens secteurs de production sont plus nombreux que ceux qui sont intégrés aux nouveaux. La désindustrialisation de la main d'œuvre qui s'ensuit n'est entravée que dans la mesure où certains secteurs, notamment dans le secteur très hétérogène des services, sont réfractaires à la mécanisation. ²⁷

En raison de cette seconde transformation, l'augmentation du temps libre dans la société n'est pas une possibilité qu'il s'agirait d'actualiser dans une future société socialiste. Elle est aussi actualisée *dans la société capitaliste* – sous la forme « d'oisiveté forcée » pour la plupart des gens, et de « surcroît de travail » pour ceux qui restent. ²⁸ Les travailleurs se voient ainsi piégés dans une contradiction performative : « avec l'accumulation du capital qu'elle produit elle-même, la population ouvrière produit donc en un volume croissant les moyens de sa propre surnumérisation relative ». ²⁹ Dans ces conditions, les travailleurs sont confrontés au fait que même si leur travail n'est plus nécessaire au capital, ils ne peuvent pas arrêter de vendre leur capacité de travail. Quelque que soit la détérioration des conditions d'emploi, les travailleurs sont forcés de gagner un salaire pour acheter ce dont ils ont besoin pour vivre. Cette contrainte est reproduite par la structure de la relation capital-travail, qui garantit la dépendance des travailleurs au salariat, auquel ils sont liés par les « fils invisibles » de leur dépossession. ³⁰

C'est sur cette base que Marx formule sa théorie de la « surpopulation relative », qui « existe dans toutes les nuances possibles » et inclut tout travailleur « durant les périodes où il n'est qu'à demi occupé ou pas occupé du tout ». ³¹ Cette surpopulation est « relative » parce qu'elle excède les besoins du capital, et non la capacité absolue de la société à nourrir ses membres, au sens malthusien. L'argumentation de Marx sur la surpopulation relative a souvent été tronquée par ses commentateurs, qui se concentrent sur l'une de ses formes, appelée « armée industrielle de réserve » ou surpopulation « flottante », et qui est embauchée selon les salaires en vigueur lors des périodes de prospérité puis renvoyée pendant les dépressions. ³² Selon cette théorie, l'expulsion des travailleurs hors de la production fait figure de levier pour augmenter le taux d'accumulation du capital. Cependant, Marx soutient que d'autres formes de surpopulation relative augmentent en même temps que cette armée de réserve.

Nombre de travailleurs qui sont renvoyés des secteurs de production existants ne retrouvent jamais de travail selon les salaires en vigueur. Ces travailleurs ne conservent qu'un lien ténu avec le marché du travail. Ils font alors partie de la surpopulation « stagnante » ou « consolidée », qui devient aussi une partie de la classe ouvrière qui « se reproduit et se perpétue [elle-]même » en raison de la croissance de la population. Cette surpopulation stagnante travaille le maximum d'heures pour un salaire minimal, dans des « branches d'exploitation propres au capital » comme dans le « travail à domicile ». ³³ Il est crucial de noter que pour Marx, même cette population fait partie de « l'armée ouvrière active » : les travailleurs en trop doivent travailler quelque soit le déclin de la demande en tra-

²⁶ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 705.

²⁷ Sur le secteur des services, voir Benanav & Clegg, « Misère et dette », ainsi que Jason Smith, « Nowhere to Go: Automation, Then and Now », *The Brooklyn Rail*, March 1st, 2017, available at <http://brooklynrail.org/2017/03/field-notes/Nowhere-to-Go> (non traduit).

²⁸ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 713.

²⁹ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 707.

³⁰ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 644.

³¹ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 719.

³² Marx, *Le capital, Livre Premier*, pp. 708, 719.

³³ Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 721. Marx notait qu'à son époque en Angleterre, il y avait davantage de personnes employées comme travailleur domestique que dans l'industrie. Voir Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 501.

vail, mais ils ne trouvent qu'une « occupation extrêmement irrégulière ».³⁴ Dans un monde tel que celui de Marx – dans lequel il n'existe pas d'assurance chômage – ceux qui restent sans emploi si longtemps qu'ils perdent leur capacité de travail tombent hors de la surpopulation relative et rejoignent les « indigents », qui ne survivent qu'en mendiant leur pain quotidien dans les rues et dans les hospices.

Tandis que le capital, par ses efforts pour augmenter la productivité du travail, transforme les secteurs économiques les uns après les autres cette tendance se répercute dans une réduction de la demande en travail, ce qui fait gonfler les rangs de la surpopulation relative sous toutes ses formes. La croissance de la surpopulation relative fait également empirer la situation de la classe ouvrière dans son ensemble : lors des périodes de ralentissement du marché du travail, tous les travailleurs constatent que leur pouvoir de négociation faiblit, puisque le risque de perte d'emploi augmente lorsque les gens qui cherchent des emplois sont déjà nombreux. Pour toutes ces raisons, la paupérisation est la « loi absolue et générale de l'accumulation capitaliste. »³⁵ Malgré le nom qu'il a donné à cette loi, Marx ne faisait pas de distinction entre les dimensions relatives et absolues de la tendance du capitalisme à la paupérisation. Il soulignait simplement que dans ce contexte, « la situation des travailleurs, quelle que soit la somme qu'on leur paie, qu'elle soit élevée ou non, ne peut pas ne pas s'aggraver ».³⁶ Ceci implique clairement que, tandis que le revenu social total augmente, la proportion qui en revient à la classe ouvrière baisse, puisque la demande en travail stagne ou baisse proportionnellement à l'offre.³⁷ Dans les périodes de stagnation, une telle baisse relative des conditions de vie devient nécessairement absolue. Cependant, d'autres aspects de ce processus de paupérisation sont à la fois qualitatifs et quantitatifs. Marx accordait par exemple beaucoup d'importance à la baisse de la sécurité de l'emploi qui accompagne le caractère de plus en plus jetable du travail : « plus la force productive du travail est élevée, plus la pression exercée par les travailleurs sur leurs moyens d'occupation est grande, et donc devient précaire la condition même de leur existence ».³⁸

L'expérience d'une grande partie du prolétariat est aujourd'hui caractérisée par l'insécurité croissante et la compétition accrue dans l'emploi, et plus généralement, par une vie entièrement absorbée soit par le travail, soit par les efforts pour en trouver – en dépit du fait que la société continue globalement à produire de plus en plus de richesses matérielles, et de plus en plus efficacement. Ces circonstances conditionnent la lutte de classe aujourd'hui.

3. Le moment de vérité

L'analyse ci-dessus conduit à un paradoxe. À la fin des années 1960, les luttes ouvrières augmentaient en intensité. Au sein de ces luttes, une minorité de prolétaires réalisaient en pratique – dans les usines et dans les rues – la critique du travail que les dissidents radicaux exprimaient en théorie. On aurait pu croire que le retour de la tendance à la crise du capitalisme aurait renforcé à la fois les critiques pratiques et théoriques de la société capitaliste : la paupérisation aurait alors été accompagnée d'un renouveau du mouvement ouvrier comme force révolu-

³⁴Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 721.

³⁵Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 723.

³⁶Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 724.

³⁷Dans les années 1960, les marxistes les plus orthodoxes (par exemple Hal Draper et Ernst Mandel) défendaient Marx face à ceux qui rejetaient sa « thèse de la paupérisation » en insistant sur le fait qu'il n'envisageait qu'une « paupérisation relative », un concept qui selon Adorno ne peut être employé « que sur un mode comique » (Adorno, « Capitalisme tardif ou société industrielle ? », in *Société : Intégration, Désintégration*, Payot, 2011, p86, voir aussi son séminaire de 1962 sur Marx). Mais ces tentatives de réconciliation entre les prédictions de Marx et la réalité d'après-guerre finirent par les dénaturer toutes les deux. En vérité, la croissance d'après-guerre contredisait à la fois les interprétations relatives et absolues de la thèse de Marx, puisqu'on assista dans les années 1950, dans les pays développés, à une nette hausse de la part du revenu national redistribuée à la classe ouvrière. Ce ne fut que dans les quarante dernières années que des formes relatives (et parfois absolues) de paupérisation commencèrent à réapparaître.

³⁸Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 724.

tionnaire. En réalité, une évolution opposée a eu lieu. Les années 1980 et 1990 ont vu la mort du « socialisme réel », la capitulation des partis ouvriers réformistes face aux exigences au capital, et une déroute du mouvement ouvrier organisé – sans l'émergence depuis la base d'un mouvement de travailleurs qui serait venu prendre sa place. Le capitalisme échoue à l'heure actuelle à tenir ses promesses économiques les plus élémentaires, et pourtant cette ère de crise profonde du capitalisme s'accompagne d'une crise plus profonde encore de l'opposition pratique au capitalisme.

Ces tendances ont plongé de nombreux partisans de la révolution dans un profond pessimisme sur les possibilités de l'émancipation humaine ; peut-être l'occasion de réaliser la philosophie a-t-elle été *définitivement* perdue, comme le craignait Adorno. Le mouvement ouvrier est maintenant sur la défensive depuis plus de 40 ans. Même dans les pays où ils se sont constitués récemment, comme en Afrique du Sud, en Corée du Sud ou au Brésil, les mouvements de travailleurs s'alignent tous sur le même credo néolibéral. Un tel retournement de situation généralisé ne peut pas s'expliquer par les contingences de la lutte de classe dans un seul pays. Pour expliquer la tendance à la disparition du mouvement ouvrier à l'ère de la désindustrialisation, il faut revenir aux bases sociales de son expansion à la fin du XIXe siècle³⁹. Le point central, à notre avis, est qu'il est apparu que Marx avait tort au sujet des tendances de l'accumulation capitaliste pendant les 100 premières années après la publication du *Capital*.

Au lieu d'une désindustrialisation, les économies européennes de la fin du XIXe siècle ont continué à s'industrialiser. Bien plus, la seconde révolution industrielle a introduit un écart dans les caractéristiques du capitalisme, ouvrant un espace de possibilités politiques exceptionnelles auxquelles Marx ne s'attendait pas. L'automatisation croissante du procès de production, que Marx avait prévu, eut lieu en même temps qu'une expansion massive de l'emploi dans des tâches d'assemblage de ce qui a été produit, ce que Marx n'avait pas anticipé.⁴⁰ La marginalisation de l'ouvrier dans le processus de production est donc demeurée incomplète : les ouvriers ont conservé une part de « liberté d'action du corps et de l'esprit » au sein du travail, qui pouvait aussi devenir le fondement de leur pouvoir sur le lieu de travail. En effet, de plus en plus de travailleurs industriels travaillaient avec d'importantes quantités de capital fixe, ce qui leur donnait potentiellement un poids croissant dans la production. Les ouvriers auraient pu utiliser ce poids pour renverser la société capitaliste, s'ils trouvaient comment s'unifier effectivement comme une classe agissant sur la base de ses intérêts communs.

Dans le *Manifeste communiste*, Marx et Engels ont suggéré que l'unité des travailleurs serait accomplie automatiquement par l'extension de la production industrielle. Marx a repris ce point dans *Le Capital* : dans le cours du développement capitaliste, la classe ouvrière n'est pas seulement « en constante augmentation », mais elle est aussi « formée, unifiée et organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste »⁴¹. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, *Le Capital* a aussi élaboré une théorie de la domination sur le lieu de travail qui suggérerait que la collectivisation des ouvriers dans les usines aurait des conséquences ambiguës sur le pouvoir ouvrier. La forme-usine ne rend pas seulement possible l'augmentation continue du niveau de productivité des ouvriers ; elle permet aussi une recomposition du procès de travail conforme aux besoins de contrôle et de commandement du capital.

³⁹Cette partie est largement reprise de l'article d'Endnotes, « Une histoire de la séparation », *Endnotes 4*, 2015 (non traduit). Dans ce texte, nous évoquons aussi le rôle joué par la persistance de l'Ancien Régime – c'est à dire l'aristocratie terrienne et la paysannerie – dans l'histoire du mouvement ouvrier européen ; mais ici nous avons laissé ce point de côté faute de place. Notre position doit beaucoup à Geoff Eley, *Forging Democracy: The History of the Left in Europe, 1850–2000*, Cambridge University Press, 2002 (non traduit), Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge University Press, 1985, (non traduit), G.M. Tamás, « Telling the Truth about Class » in *Socialist Register 2006*, Monthly Review Press, 2006, (non traduit), et Loren Goldner, « Le communisme est la communauté humaine matérielle : Amadeo Bordiga et notre temps, » disponible à cette adresse : <http://ecritscorsaires.free.fr/article.php3.25.html>.

⁴⁰Voir Benanav et Clegg, « Misère et dette ».

⁴¹Marx, *Le capital, Livre Premier*, p. 856.

Pour cette raison, l'expansion du travail industriel pouvait difficilement provoquer *une unité réelle ou essentielle* des travailleurs qui leur aurait permis de saisir véritablement les leviers de pouvoir dans les usines pour renverser la société capitaliste. L'atomisation des travailleurs et leur compétition sur le marché du travail ont envahi l'usine également. La domination du capital sur le travail a été renforcée par l'organisation et l'agencement de la production industrielle. De fait, les capitalistes ont été à même d'importer les divisions qui sectionnaient le marché du travail au sein des lieux de production. Les ouvriers sont restés divisés en termes de genre, de langage, de religion, de coutumes régionales. À ces différences s'en sont ajoutés de nouvelles : la race et la nationalité, de même que des hiérarchies émergentes de compétences et d'éducation. Dans cette mesure, l'unité des travailleurs est restée, pour la plus grande part, une unité-dans-la-séparation ; c'était une unité médiée par le capital, et par la même, elle n'était pas utilisable comme une arme prête à l'emploi dans la lutte pour l'autonomie contre le capital.

Dans ces conditions, le projet de réaliser une véritable unité de la classe des travailleurs en tant que classe ne pouvait être qu'un projet politique : c'était le projet du mouvement ouvrier. Le mouvement était divisé de l'intérieur entre anarchistes, syndicalistes, socialistes, communistes et autres tendances aux orientations diverses. Cependant, ces groupes ont conservé un objectif commun : organiser les travailleurs sur la base d'une affirmation de leur position en classe – leur identité positive en tant que travailleurs, indépendamment de l'âge, du sexe, de la religion, de la nationalité, de la race et des compétences – afin qu'ils puissent réellement exercer le pouvoir qu'ils détenaient implicitement sur le lieu de production. Le projet du mouvement ouvrier a été un succès à de nombreux égards : il a amélioré les conditions de la vente de la force de travail, et même, dans une certaine mesure, a protégé les travailleurs des conséquences de la marchandisation de leur capacité de travail. Le mouvement ouvrier a également formé la toile de fond des soulèvements révolutionnaires de la période 1917-1923. Toutefois le mouvement avait tendance à créer non pas la véritable unité qu'il appelait de ses vœux mais plutôt un ersatz d'unité bureaucratisé. Les travailleurs sont restés seulement unis dans la séparation, mais à présent avec une séparation supplémentaire entre les travailleurs et leurs organisations, en particulier les syndicats et les partis.

Ce mouvement ne pouvait survivre aux bouleversements dans la production qui ont réactivé les contradictions centrales des sociétés capitalistes dans les années 1970. Au cœur de la dynamique du mouvement ouvrier se trouvait une philosophie de l'histoire qui affirmait que l'unité réelle des travailleurs – qu'ils se battaient pour construire dans la lutte quotidienne – finirait par se réaliser de la manière décrite par Marx et Engels : « l'accumulation du capital » serait en même temps « l'augmentation du prolétariat »⁴². L'industrialisation devait être le moteur de la victoire naissante des travailleurs, car elle signifiait l'augmentation de leur nombre, le renforcement de leur unité et la croissance de leur pouvoir dans la production. Le mouvement ouvrier a ainsi défendu et même encouragé la prolétarianisation et l'exode des paysans vers le système industriel en expansion comme moyen d'augmenter le pouvoir ouvrier. Il a également encouragé la modernisation de la production partout où c'était possible.

Les militants de ce mouvement envisageaient un avenir proche dans lequel la classe ouvrière industrielle formerait la majorité de la population et remodelerait la société suivant sa volonté. Les débuts de la désindustrialisation dans les années 1970 ont rendu caduque cette conception du sens de l'histoire. La classe ouvrière industrielle, qu'elle s'agrandisse ou se contracte numériquement dans n'importe quel pays, représente désormais partout une part décroissante de la population active totale. De plus en plus, les travailleurs sont laissés à la porte de l'usine, à essayer de regarder à l'intérieur. Ces travailleurs non-industriels manquent largement de pouvoir sur les lieux de production. Leur travail est de plus en plus superflu pour les besoins d'un vaste procès de production scientifique et technique. De cette façon, l'atomisation – l'unité-dans-la-séparation du capital – a triomphé des tendances collectivistes dans l'usine, même lorsque celles-ci ont été renforcées par les organisations de travailleurs.

⁴²Dans une note de bas de page relative à cette proposition, Marx définit le prolétaire comme celui qui valorise le capital et « qu'on jette sur le pavé dès qu'il n'est plus indispensable pour les besoins de valorisation » du capital, préfigurant son analyse du déclin de la demande de travail qu'il expose une quinzaine de pages plus tard. Marx, *Le capital, Livre Premier*, note 70 p. 688.

En raison de ces transformations en cours dans le procès de production, les travailleurs ont de moins en moins tendance à identifier leur fonction comme étant leur principal lien avec la société au sens large. Beaucoup de travailleurs ne considèrent pas qu'ils façonnent le monde par leur travail, ou qu'ils y apportent quelque chose de significatif en travaillant. En se fondant sur leur propre expérience, ils n'en viennent pas à penser que leur vie serait radicalement améliorée s'ils pouvaient seulement gérer collectivement leurs lieux de travail. En dehors des secteurs moins mécanisés, tels que la santé et l'éducation, l'autonomie des travailleurs – leur autogestion dans le procès de travail – n'est plus un objectif identifiable. Se libérer du fardeau de ce genre de travail, dans l'intérêt de la vie même, est la seule chose qui en vaille la peine.

En effet, en particulier dans le secteur des services formels et informels à bas salaire, de nombreux travailleurs aimeraient probablement voir leur travail disparaître et leurs lieux de travail rasés s'ils pouvaient trouver un moyen de survivre sans le salaire que ce travail leur procure. Pour cette raison, ces travailleurs renoncent à trouver dans leur position de classe une identité positive et un projet politique. Cela est vrai malgré le fait que certaines des divisions qui ont fracturé le mouvement ouvrier dans une période antérieure ont vu leur effet réduit, telles que les divisions fondées sur la langue ou le dialecte, la culture, la confession religieuse ou la nation. Toutes ces divisions sont remplacées par une division essentielle : celle qui oppose un secteur de travailleurs (souvent) syndiqués relativement sûr et en diminution et un secteur de travailleurs précaires peu sûr et en croissance. Cette division primaire recouvre, parfois de manière explosive, d'autres divisions selon la citoyenneté, la race et le genre.

Si les catégories de la société capitaliste – le travailleur, surtout, mais aussi l'usine – apparaissaient autrefois comme des catégories avec un possible contenu émancipateur, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Dans un monde où l'activité humaine immédiate a été remplacée, au cœur de la production, par l'application technologique de la connaissance scientifique, toute « liberté d'action » que ces catégories contenaient a été expulsée. Les travailleurs n'ont plus la capacité de poser l'affirmation de leur position de classe au sein de cette société comme la base d'un projet émancipateur à venir. Ils ne réalisent pas leur unité véritable au sein d'un système industriel qui prend de l'ampleur. Au contraire, les usines restantes, qui continuent à employer une minorité de travailleurs, sont simplement une manifestation de ce qui sépare tous les travailleurs: la production marchande et le marché. Les travailleurs sont donc obligés de trouver leur unité réelle ailleurs, en tant qu'êtres humains, *au-delà des termes d'une société qui fait du travail le premier des liens sociaux*.

4. Lutte

Il est crucial de rappeler, à ce stade, que le déclin du mouvement ouvrier traditionnel ne signifie pas que le prolétariat a disparu. Au contraire, les gens qui doivent survivre en vendant leur travail ou le produit de leur travail sont plus nombreux que jamais auparavant, mais ils le font dans un contexte de faiblesse chronique de la demande de travail. C'est précisément pour cette raison que les contradictions de la société capitaliste sont si écrasantes pour les travailleurs en ce moment, induisant une paupérisation et un développement simultané de la richesse et de la pauvreté. De la même manière, le prolétariat, dans sa lutte antagoniste avec le capital, reste la seule force capable de mener à une destruction émancipatrice de cette société.

Cependant, la lutte du prolétariat ne se déroule pas aujourd'hui de la même manière que par le passé – elle a lieu malgré la fin du mouvement ouvrier et la fin du monde dans lequel *ouvrier* et *usine* étaient des catégories porteuses d'émancipation. Aujourd'hui, peu de travailleurs considèrent leur position de classe comme le point de départ d'un projet collectif de renversement de la société. Dans ce contexte, ce sont les luttes hors du lieu de travail qui ont souvent pris de l'ampleur dans des sphères plus larges. Dans de telles luttes, il est fréquent que les travailleurs ne s'identifient pas comme travailleurs. Pour contourner les antagonismes internes à leur classe, les travailleurs essaient de s'identifier à d'autres positions, *extérieures à leur existence de travailleurs*, comme moyens de mettre en avant leur rivalité à la fois avec le capital et avec l'État.

Ce tournant rend nécessaire de repenser les termes de la lutte de classe en la dissociant de toute nécessité d'identification avec la lutte pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail à l'intérieur du lieu de travail.⁴³ Une reconstruction de la notion de lutte de classe pourrait se déduire des propositions suivantes.⁴⁴ Depuis leur atomisation au sein de la société capitaliste, c'est-à-dire, depuis leur *unité-dans-la-séparation*, les travailleurs parviennent parfois à se défendre contre les attaques du capital – à la fois sur le lieu de travail et dans la société en général – en formant un pouvoir temporaire mais collectif. Pour cela, les travailleurs doivent inventer de nouvelles stratégies, de nouveaux contenus et de nouvelles formes de luttes, qui sont toutes impossibles à anticiper à l'avance.

Dans de telles luttes, le pouvoir des travailleurs provient de leur capacité collective à interrompre les flux de la société capitaliste, sur le lieu de travail ou à l'extérieur, que ce soit par la grève, l'occupation, l'émeute, ou le blocage. Comme la société capitaliste est devenue plus complexe, les points de disruption se sont multipliés : certains sont situés dans la sphère de la production, mais beaucoup d'autres sont situés hors de cette sphère – dans la distribution ou la consommation. Parfois, les prolétaires ont réussi à entreprendre des actions perturbatrices dans l'une de ces sphères, en construisant leur pouvoir sur cette base, mais de manière temporaire. L'essentiel est que, pour ce faire, les travailleurs sont obligés de se rassembler dans des conditions différentes de celles dans lesquelles ils sont normalement organisés dans la société capitaliste. Ils doivent construire des relations entre des fractions du prolétariat qui sont normalement séparées, y compris entre des groupes d'employés relativement précaires et d'autres groupes aux emplois assez sûrs.

L'expansion du champ de ce type d'actions perturbatrices de masse est la seule façon, pour les travailleurs, de faire avancer leurs luttes. Ils ont donc besoin d'organisation collective, qu'elle soit formelle ou informelle, durable ou vite dispersée. Dans tous les cas, l'action perturbatrice à grande échelle est risquée et n'est possible qu'avec de hauts niveaux de coordination, ce qui n'a été fait jusqu'à maintenant que rarement et brièvement. Une telle coordination n'est elle-même possible que quand les organisations répondent aux besoins de leurs membres et sont par conséquent capables d'entretenir la confiance nécessaire pour prendre part à de telles actions. Dans notre définition, la lutte de classe a lieu dès lors que les travailleurs mènent des actions perturbatrices de masse, dans le cadre d'organisations créées à cet effet au cours des luttes. Ces actions peuvent être décrites comme des *luttes de travailleurs auto-organisées*.

La limite à laquelle se heurtent les travailleurs atomisés et les franges segmentées du prolétariat au cours de leurs luttes auto-organisées est fondamentale dans la perspective d'un projet émancipateur de destruction de la société de classe. Cette limite fondamentale est l'impossibilité de construire un pouvoir collectif transversal aux différentes sections du prolétariat en l'absence d'une identité de classe et d'un projet partagé. Les autonomes italiens ont décrit cette limitation du pouvoir de classe en termes de décomposition et de recomposition de la classe ouvrière, au cours des différentes périodes de l'histoire de la société capitaliste. Pour eux, la transformation technique du procès de production a fait périodiquement perdre la viabilité d'anciens modes d'organisation politique de la classe ouvrière, et a causé leur dissolution (les autonomes italiens pensaient que ces transformations techniques étaient des conséquences de choix politiques, mais nous n'avons pas besoin d'être d'accord avec eux sur ce point). Les travailleurs ont dû ensuite se recomposer politiquement à partir de la nouvelle organisation technique du travail. Dans ce contexte, « l'artisan » a été remplacé par « l'ouvrier », qui a été remplacé à son tour, pour certains,

⁴³Il faut noter que de nombreux théoriciens du mouvement ouvrier historique considéraient aussi que la lutte de classe dépassait les limites de l'usine. Pour Lénine, cet élargissement relevait du rôle nécessaire des militants du parti et de leur lutte spécifiquement « politique ». Pour Luxemburg, qui était plus proche de notre argumentation, la grève de masse représentait de manière synthétique l'explosion de la lutte de classe, sur le lieu de travail et dans la rue. Mais pour Luxemburg, de même que pour les conseillistes, ce type d'actions de masse spontanées déborde l'espace de l'usine. Aujourd'hui la question est plutôt de savoir comment se répandre à l'intérieur des lieux de travail (voir V. I. Lénine, *Que faire ?*; Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat* ; Anton Pannekoek, *Les conseils ouvriers*).

⁴⁴La description qui suit s'inspire d'Endnotes, "Spontaneity, Mediation, Rupture", *Endnotes 3*, 2013.

par le « travailleur social » ou la « multitude »⁴⁵. Pour nous, le début de la désindustrialisation marque la fin de ce cycle. La classe a été décomposée, fragmentée et segmentée, sans qu'une recomposition autour d'une nouvelle identité des travailleurs, qu'elle qu'elle soit, ne soit possible.

Aujourd'hui, les travailleurs font donc face à un problème de composition, qui est la limite fondamentale de leur lutte. L'existence même des travailleurs comme classe ne semble pas une source potentielle de pouvoir, mais plutôt le principal obstacle à l'extension de leur pouvoir. Au cours de leurs luttes, les travailleurs découvrent qu'il est impossible de construire un nouveau monde fondé sur les catégories de l'ancien – sur l'unité-dans-la-séparation du prolétariat dans la société capitaliste contemporaine. Ce n'est pas qu'il n'y a plus de travailleurs industriels, mais plutôt que les travailleurs industriels toujours existants ne peuvent plus se présenter comme l'avant-garde de la classe et unir les intérêts de tous les travailleurs. Les diverses surpopulations du monde, bien qu'elles s'accroissent, ne peuvent pas non plus affirmer leur position comme un pôle positif de l'activité des travailleurs, puisqu'elles existent comme une négation de la classe et de son pouvoir dans la société capitaliste. Les termes qui unissaient autrefois les prolétaires ne sont plus utilisables, mais l'unification reste une nécessité à chaque lutte. Pour cette raison, le problème de la composition est aujourd'hui un problème révolutionnaire. La confrontation des travailleurs à cette limite fondamentale – ou même : la formalisation de cette limite, son identification large comme une limite – coïncidera avec la réémergence du mouvement communiste.

Dans ce contexte, les luttes de classe d'aujourd'hui inventent déjà de nouvelles catégories créatives, extérieures aux catégories du mode de production capitaliste, qui anticipent mais ne parviennent pas, pour l'instant, à faire renaître un mouvement communiste. Le mouvement des mouvements, le black bloc, les *indignados*, *occupy*, les 99 %, *democracia real*, *Black Lives Matter*, Nuit Debout, etc – voilà les catégories boiteuses et hors-du-monde-du-travail de la lutte des travailleurs aujourd'hui. En créant ces catégories, les travailleurs contournent le problème de composition qui entrave leur activité : ils attaquent ce monde comme de l'extérieur, tout y restant bien sûr intégrés. Le problème est que leur idéal d'extériorité ne pourrait se réaliser que s'il pouvait s'attaquer aux bases matérielles de la société capitaliste. Par le passé les luttes étaient susceptibles de se répandre hors de l'usine et de mener ainsi à une révolution dans tous les domaines de la vie sociale. Aujourd'hui, les luttes doivent faire face à leur difficulté à s'introduire dans les zones de production – une rupture qui reste une condition préalable fondamentale à l'abolition de la société de classe et l'avènement d'une ère communiste.

Bien sûr, nous sommes encore loin du moment où les luttes auront atteint l'intensité nécessaire pour menacer le capital, et les perspectives que nous donnons ici restent donc des anticipations. Cependant, si le marxisme est une théorie de la pure immanence, nous devons non seulement identifier les sources de notre critique au sein des contradictions de notre société, mais aussi situer notre critique dans la période historique particulière dans laquelle nous vivons, et dans laquelle ces contradictions se développent. De la même manière que l'augmentation du temps libre de la société n'est pas uniquement un potentiel à réaliser dans un monde futur mais est aussi d'actualité dans la société capitaliste, en tant que travail supplémentaire pour certains et pénurie de travail pour d'autres, la critique de cette société ne peut pas non plus rester une potentialité de notre théorie – elle doit aussi se réaliser dans la théorie et la pratique du prolétariat.

5. Crises

Dans cette section et celle qui suit, nous examinons deux autres méthodes pour caractériser la lutte de classe au présent. On peut objecter, à juste titre, que la plupart des travailleurs n'identifient pas la relation sociale capitaliste comme la source de leur misère, même lorsqu'ils sont engagés dans une lutte auto-organisée. Quand « capitalisme » est employé pour désigner ce qui doit être dépassé, ce terme désigne fréquemment des entreprises qui ont une

⁴⁵Voir Steve Wright, *A l'assaut du ciel : Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Senonevero, Paris, 2008.

influence démesurée sur la politique plutôt que l'échange généralisé des marchandises. Les travailleurs se lancent dans une critique limitée du capitalisme – principalement en tant que *capitalisme de copinage*. Ils répondent ainsi davantage à l'apparence de la crise capitaliste qu'à son essence. La question que nous devons poser est celle-ci : pourquoi cette essence (la crise capitaliste) apparaît-elle sous cette forme (le capitalisme de copinage) ?

La crise du capitalisme est fondamentalement celle de la *désintégration de la relation capital-travail*. Dans l'après-guerre, des décennies de productivité croissante ont finalement débouché sur une surproduction généralisée qui se traduit par des problèmes persistants de faible rentabilité au cœur du secteur manufacturier. La chute des bénéfices dans les années 1960 et 1970 a entraîné une baisse du taux de réinvestissement, ce qui a mené à une baisse des taux d'accumulation du capital et donc un ralentissement de la croissance économique. Dans les années 1980, la stagnation était devenue la nouvelle norme, associée à une désindustrialisation continue. Comme nous l'avons vu plus haut, de large quantités de main-d'œuvre excédentaire ont été expulsées de leurs emplois précédents mais n'ont pas trouvé facilement de nouveaux emplois (pendant ce temps, les jeunes continuent à entrer sur un marché du travail déjà saturé). Ici il faut ajouter que *des problèmes similaires ont eu lieu du côté du capital*. À la suite de Marx, nous avons ailleurs décrit cette tendance à «la production de capital excédentaire parallèlement à la main d'œuvre excédentaire»⁴⁶. Le capital supplémentaire ne peut être investi sans aggraver les conditions de la surproduction et donc accroître la pression sur la rentabilité.

Il en résulte une suraccumulation du capital. Afin d'éviter l'apparition d'une crise profonde et durable, qui se traduirait par un massacre des valeurs en capital, les États et les banques centrales ont pris des mesures concertées pour faire baisser les taux d'intérêt, ce qui a atténué une partie de la pression engendrée par la baisse des taux de profit. Cela a permis au système de continuer à fonctionner, mais au prix de l'aggravation des tendances déjà existantes à la stagnation.⁴⁷ Ici, la tâche de l'État a été rendue plus facile par le fait que le problème sous-jacent de la suraccumulation n'a pas été résolu. En d'autres termes, il subsiste une offre persistante de capital excédentaire, ce qui pèse sur les intérêts à long terme. Confrontés à un manque d'opportunités pour s'investir, de gigantesques gisements de capitaux spéculatifs envahissent l'économie mondiale, générant du crédit bon marché dans un contexte de ralentissement économique continu. La baisse des taux d'intérêt pèse ensuite sur le déroulement de la crise capitaliste de deux manières.

Premièrement, les faibles taux d'intérêt ont permis aux gouvernements, aux entreprises et aux ménages de réagir à la baisse des taux de croissance économique en s'endettant. Les ratios de la dette cumulée par rapport au PIB ont grimpé en flèche au cours des dernières décennies. La capacité des acteurs de l'ensemble de l'économie à s'endetter à faible taux d'intérêt a adouci le cours de la crise. Bien sûr, les inquiétudes au sujet de la capacité des divers emprunteurs à rembourser leurs prêts atteignent des sommets encore plus élevés à mesure que les niveaux d'endettement augmentent, puisque les prêts sont accordés sur la promesse d'une augmentation future des revenus qui permettra aux emprunteurs de rembourser. Une telle augmentation des revenus n'a pas réussi à se concrétiser. Pourtant, l'offre de crédit continue de surpasser la demande. Que peuvent faire les créanciers à part se lamenter ?

Deuxièmement, la même tendance a conduit à des gonflements et dégonflements périodiques de bulles spéculatives et a conduit à des crises financières qui ébranlent le système capitaliste au plus profond de lui-même. Il s'avère que la financiarisation du capital n'a pas été une aubaine pour les entreprises financières au sens premier

⁴⁶Bananav et Clegg, « Misère et dette ». La citation est de Marx, *Le Capital*, vol. 3, chapitre 15, section 1 (édition de Engels), conclusion du chapitre X de la troisième section (édition de Rubel). *Le Capital*, livres II et III, Folio essai, p. 1586.

⁴⁷Voir Anwar Shaikh, « The First Great Depression of the 21st Century », *Socialist Register*, *Monthly Review Press*, 2011, (non traduit).

du terme⁴⁸. Le revenu de ces entreprises s'appuie sur la différence entre les taux d'intérêt qu'elles appliquent aux prêts à long terme et les taux d'intérêt qu'elles paient à leurs propres investisseurs à court terme. Comme l'écart entre les taux à long et à court terme se réduit en raison de la suraccumulation, les entreprises financières ont été obligées de compenser en prenant davantage de risques. L'appétit des investisseurs institutionnels pour le risque n'ayant pas augmenté autant que le besoin de vendre des entreprises financières, celles-ci ont dû devenir des adeptes de l'innovation en offrant de nouveaux «instruments» financiers pour dissimuler les risques. Il en résulte que les entreprises financières obtiennent généralement des taux de rendement qui, auparavant dans la norme, sont maintenant exceptionnellement élevés : mais pour cela elles font des paris extrêmement risqués qui, renouvelés sans cesse, aboutissent périodiquement à des pertes catastrophiques qui, à leur tour, conduisent à des crises⁴⁹.

La pire des crises financières, jusqu'à présent, a été bien sûr celle de 2008, qui s'est soldée par une profonde récession et une hausse rapide des niveaux de sous-emploi et de chômage dans une grande partie du monde. En réaction, les gouvernements des pays riches ont pris des mesures rapides pour éviter que la récession ne se transforme en dépression. Mais ce faisant, ils se sont retrouvés dans une double impasse. D'une part, les gouvernements ont dû renflouer les entreprises financières en accordant d'énormes quantités d'argent à des gens qui avaient surtout fait une série de paris hasardeux – les transformant rétroactivement en paris gagnants. En plus des autres mesures palliatives prises par les gouvernements, ces renflouements ont été extrêmement coûteux. D'autre part, en 2008, les gouvernements avaient déjà des ratios d'endettement par rapport au PIB élevés : depuis les années 1970, ils ont dépensé d'énormes quantités d'argent pour maintenir à flot leurs économies en difficulté⁵⁰.

Compte tenu de ces contraintes, les gouvernements ont été forcés de prendre des mesures apparemment irrationnelles. Ils ont renfloué les banques à hauteur de milliards de dollars, mais en même temps, afin de maîtriser l'explosion de la dette dans un contexte de ratios dette/PIB déjà inquiétant, ils ont imposé l'austérité à leurs citoyens. Cette austérité ne se limitait pas aux plus démunis de la population : elle affectait les services publics de santé et d'éducation et se traduisait par des licenciements massifs de fonctionnaires. Pourquoi les gouvernements ont-ils remboursé les banquiers véreux tout en faisant payer ceux qui n'avaient rien fait de mal pour les crimes des banquiers? Cette démarche était tout à fait logique du point de vue d'une économie capitaliste : la restauration du taux de profit doit primer sur toute autre préoccupation. Cependant, le prolétariat a vu l'action gouvernementale sous un tout autre jour. La seule explication apparente du fait que le gouvernement renflouait les banques tout en imposant l'austérité à la population était que *le gouvernement avait perdu sa capacité d'action rationnelle* : il avait été pris en otage par les banquiers. Les travailleurs sont descendus dans la rue pour exiger que l'État se libère de l'emprise des capitalistes : les gouvernements devraient rembourser le peuple et imposer l'austérité aux banques (autant exiger que le capital s'abolisse) ! Ici, la réponse des travailleurs était adéquate à la forme d'apparition de la crise capitaliste de notre époque en tant que crise financière. Pour évaluer la situation dans des termes différents, il faudrait que les travailleurs s'attardent sur la crise fondamentale du capitalisme, qui a non seulement modifié mais qui a aussi sévèrement limité l'action de l'État.

Une critique plus fondamentale du capitalisme a la capacité de se généraliser aujourd'hui, soit dans le contexte de la stagnation actuelle de l'économie, soit en raison de l'éclatement d'une crise plus profonde si les gouvernements perdent leur capacité à agir de manière concertée. Dans un cas comme dans l'autre, les limites de l'action de l'État se révéleront au grand jour. Une prise de conscience de ces limites se dessine déjà selon trois axes. D'abord, un débat public sur l'informatisation et la robotisation – tout en mystifiant les causes de la crise actuelle du monde du

⁴⁸Robert Brenner, « What Is Good For Goldman Sachs Is Good For America: The Origins Of The Current Crisis » (2009), disponible sur <http://www.sscnet.ucla.edu/issr/cstch/papers/BrennerCrisisTodayOctober2009.pdf>, (non traduit).

⁴⁹Voir Brenner, « *What Is Good For Goldman Sachs Is Good For America* ».

⁵⁰Voir Wolfgang Streeck, « How Will Capitalism End? », *New Left Review*, N° 87 (May-June 2014), p. 42, (non traduit).

travail – proclame néanmoins que cette crise est insurmontable dans les conditions de l'économie capitaliste. Deuxièmement, l'opinion publique est de plus en plus consciente que, depuis les années 1970, les économies capitalistes avancées ont une tendance de plus en plus marquée à stagner, sans explication claire sur les raisons de cette situation. Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, on craint de plus en plus les effets du réchauffement climatique que les économies capitalistes sont incapables de juguler malgré la menace existentielle qu'ils représentent pour l'humanité.

Dans ces conditions, il est possible d'imaginer que les luttes futures, si elles atteignent l'ampleur et la portée requises, créeront le contexte nécessaire à l'apparition d'un nouveau mouvement communiste. Un tel mouvement cesserait de se tourner vers l'État pour rétablir les conditions de la croissance. Au lieu de cela, il tenterait de résoudre le problème de coordination qui entrave les luttes en unissant les fragments du prolétariat – syndicalistes, diplômés en déclassement, travailleurs des services bloqués dans leur ascension sociale, programmeurs informatiques, jeunes précaires, immigrants et réfugiés, militants – dans une vaste attaque des conditions de leur séparation, c'est-à-dire *contre les conditions mêmes de leur existence en tant que classe*. Ce problème reste apparemment insoluble sur la base de la lutte telle qu'elle se présente aujourd'hui. Mais dans l'histoire, la discontinuité est la règle : à des périodes de réaction succèdent soudainement de nouvelles époques d'agitation révolutionnaire qui semblaient impossible quelques années auparavant.

6. Politique

Pourtant, il faut le dire, d'autres directions pour les luttes sociales sont possibles, et même bien plus probables. Actuellement, des populations extrêmement atomisées, tenaillées par l'austérité, le chômage et les expulsions sortent de leur inaction et recherchent une réparation *dans les termes de leur atomisation*. Par delà la diversité des contextes nationaux, une colère brûlante contre les politiciens – due à la manière dont ils ont géré la crise et ses conséquences – a bel et bien déclenchée des vagues successives de luttes collectives, centrées sur des revendications anti-austérité et une opinion anti-gouvernement largement partagée, luttes qui ont tenté de bien des manières de surmonter l'atomisation. Entre 2010 et 2016, de tels mouvements extra-parlementaires ont déferlé en Tunisie, en Égypte, en Espagne, en Grèce, en Irlande, au Royaume Uni, aux États-Unis, au Québec, au Chili, en Turquie, au Brésil, en Bosnie, en Ukraine, à Hong Kong, et en France. Mais ces mouvements se sont tous dissipés en quelques mois, sans altérer véritablement les termes de la crise ou les formes de la réponse étatique à celle-ci.⁵¹ Au fur et à mesure que ces mouvements prenaient fin, quelques unes de leurs forces dispersées se sont rassemblées, pour entrer dans le monde politique dont elles avaient auparavant dénoncé la corruption endémique de manière si virulente.

En fait, il s'est avéré que l'abandon contemporain de la politique comme espace de limitation des conflits a créé une ouverture inattendue pour ce retour à la « politique » au sein des mouvements extra-parlementaires : la démobilisation de la société a facilité, pour toute personne capable de mobiliser une partie de la population, l'accès à une position centrale dans le champ politique – même si des doutes subsistent sur ce qu'il est réellement possible d'accomplir à partir de cette position. Au même moment, de nouveaux partis de droite qui avaient été poussés aux marges de la société contemporaine dans les décennies précédentes, ont recommencé à gagner du terrain dans les assemblées parlementaires, tandis que les centristes s'effondraient. Pour saisir comment une désaffection générale pour la politique a donné lieu à des expérimentations politiques dynamiques mais limitées, il nous faut com-

⁵¹Voir Endnotes, "The Holding Pattern" Endnotes 3, 2013. Voir aussi Paul Mason, *Why It's Kicking Off Everywhere*, Verso Books, 2012, (non traduit).

prendre comment les conséquences de la crise capitaliste de long terme se sont déployées dans le champ politique.⁵²

Le mouvement ouvrier – nous avons discuté plus haut de sa dissolution tendancielle – a donné naissance aux premiers partis de masse modernes à la fin du dix-neuvième siècle. Organisés depuis la base, avec des programmes pour les mener à la victoire, les partis socialistes menaçaient d'utiliser le parlement non pas pour changer les lois de la société, mais plutôt pour la renverser en socialisant les moyens de production. C'est en réponse à la menace créée par les partis socialistes que d'autres formations politiques ont été forcées de s'organiser à grande échelle, en s'adressant aux travailleurs urbains en plus de leur électorat traditionnel. En ce sens, le mouvement ouvrier est responsable de la définition des contours de la politique parlementaire moderne.⁵³ La menace représentée par le mouvement ouvrier a ouvert un champ stratégique lisible, non seulement pour la gauche mais tout autant pour le centre et la droite, avec des caractéristiques diverses selon les différents régimes politiques constitués en Europe et dans le monde (quand ces formations parlementaires n'étaient pas renversées par de pures et simples dictatures). Le retour des tendances à la crise économique dans les années 1970 ont ensuite brouillé ce champ stratégique pour tous les partis politiques, ce qui a fait de la crise sociale en développement également une crise politique.⁵⁴

Avec la chute des taux de croissance économique et l'augmentation des taux de chômage, il est devenu évident qu'il n'y aurait pas de prospérité possible sans restaurer les conditions de l'accumulation du capital ; restaurer ces conditions devint alors la tâche principale de tous les partis. Les politiciens ont entrepris de faire reculer l'État-providence et les réglementations, dans l'idée que ce démantèlement réduirait les coûts du capital et rétablirait le taux de profit, ce qui entraînerait une reprise de la croissance économique. Le fait que même des représentants du mouvement ouvrier aient décidé de mener à bien ces réformes a révélé à quel point ce mouvement était vidé de tout potentiel. Dans toutes les sociétés, les différences entre la gauche et la droite ont été réduites dans les mêmes proportions : ces différences ne reposaient plus que sur la vitesse et la dureté des réformes que l'on était prêt à entreprendre pour restaurer la profitabilité. Pourtant, malgré les efforts de réformes dans l'intérêt du capital, l'économie n'a cessé de stagner et la situation d'aller en empirant, quel que soit le nombre de périodes d'austérité visant à la relance que la population a dû subir. Parce qu'on ne leur offrait que des sacrifices sans fin et sans récompense, les électeurs sont devenus de plus en plus sceptiques à l'égard des promesses vides des politiciens.⁵⁵

Dans ce contexte, le discrédit a progressivement été jeté sur la politique elle-même. Le système est apparu "truqué", soit sous la forme d'une corruption pure et simple, soit parce qu'aucun parti n'offrait d'alternative réelle. Les gens ont réagi à ce sentiment à la fois en cessant d'être fidèles à un parti et en s'exprimant dans des votes de protestation contre ceux qui se trouvaient au pouvoir, quels qu'ils soient. De plus en plus de politiciens se sont donc rendu compte qu'ils devaient se protéger de la rage des électeurs et, comme leurs électors, ils se sont aussi retirés de la politique. Les politiques sont de plus en plus élaborées et mises en œuvre dans des espaces institutionnels qui sont à l'abri de la surveillance et de l'influence des électeurs. Les politiciens de tous bords gouvernent de façon technocratique, réformant les lois en faveur des entreprises et sauvant ensuite ces mêmes entreprises lorsqu'elles

⁵²Une analyse exacte de ce phénomène nécessiterait considérablement plus de travail. Une référence importante pour cela est le travail de Peter Mair, *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*, Verso Books, 2013 (non traduit).

⁵³Dans toute l'Europe, le mouvement ouvrier a joué un rôle essentiel dans l'extension du droit de vote à tous les hommes (ces mêmes mouvements ont contribué à retarder l'extension du droit de vote aux femmes). Voir Eley, *Forging Democracy*.

⁵⁴Voir Wolfgang Streeck, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard, 2014.

⁵⁵Dans ce contexte, les élections ont été de plus en plus caractérisées par une politique de la peur. Incapables de promettre un avenir meilleur, les partis politiques ont seulement offert de protéger les électeurs des horreurs imaginaires qui seraient déclenchées par la victoire du parti adverse. Une protection toute relative, puisque les conditions de vie que les politiciens étaient censés protéger ne cessent de se dégrader.

sont menacées de faillite au cours de l'une ou l'autre crise financière. Les sentiments anti-politiques croissants ont rendu le système de partis établi vulnérable aux bouleversements dans la plupart des pays : *que se vayan todos* et *no les votes* sont devenus les slogans d'une ère anti-politique. Ces tendances ont également créé les conditions de l'émergence d'une politique anti-politique. Le populisme nous offre le spectacle paradoxal de sentiments antiparlementaires qui envahissent le Parlement, avec des programmes politiques qui appellent à jeter tous les politiciens dehors. Le postulat des partis populistes, de gauche comme de droite, est que la stagnation économique est un symptôme de l'influence du capitalisme de connivence sur les parlements corrompus. L'objectif reste de rétablir les conditions de la croissance, mais maintenant on pense que ce n'est possible qu'en chassant les marchands du Temple. Le problème auquel ces efforts se confrontent est que – compte tenu de la stagnation économique actuelle, à une époque où la rentabilité est de plus en plus fondée sur l'accumulation de dettes – certains capitalistes peuvent reconnaître la nécessité d'un changement systémique mais doivent rejeter d'emblée toute tentative de changement réel, qui menace de détruire les conditions précaires de la rentabilité (d'où la juxtaposition risible d'hommes d'affaires proposant publiquement des politiques de revenu universel, et faisant en privé du lobbying contre les politiques de recouvrement d'impôts auprès des paradis fiscaux).⁵⁶ Par conséquent, tout effort réel pour réformer le système semble représenter, pour le capital, une menace existentielle.

Aux moments critiques, les mouvements réformistes ont toujours eu la possibilité de prendre un caractère systémique, ouvrant un espace à l'agitation révolutionnaire et à la transformation sociale ; cependant, à l'heure actuelle, *la reproduction capitaliste est si précaire que les élites ne peuvent apparemment rien concéder sans mettre tout le système en danger*. Toute proposition de réforme apparaît donc comme critique, comme susceptible d'ébranler le système. Les populistes de gauche ont affronté cette impasse le plus directement, surtout dans les négociations sur le poids de la dette grecque. Une résistance acharnée a été opposée même aux réformes les plus modestes. Dans ce contexte, la vaine menace de Syriza de sortir de l'euro a été traitée pour ce qu'elle était : une stratégie de la corde raide. Cette situation a également créé des ouvertures pour les populistes de droite, qui ont été plus disposés que les populistes de gauche à détourner le ressentiment vers une rage destructrice contre les institutions internationales, et sans égards apparents pour les conséquences. En effet, les populistes de droite semblent prêts à prendre des mesures drastiques : sortir de l'UE, de la zone euro, de l'ALENA et de l'OTAN et renverser la mondialisation en renforçant les contrôles sur la circulation transnationale des personnes, des biens et même des capitaux. Il n'est pas toujours facile de savoir si ces propositions sont faites sincèrement ou si elles relèvent aussi d'une stratégie de la corde raide. Mais en tout état de cause, nous pouvons être sûrs qu'une politique protectionniste serait inutile dans un monde où la croissance est extrêmement faible. Il n'y a aucune chance de relancer l'accumulation au niveau national.

Dans ce contexte, le populisme de droite semble avoir un discours plus mobilisateur que son homologue de gauche. Tous deux tentent de lire les contradictions présentes du capital en termes d'attaques parasitaires contre le corps national, qui est censé se rétablir en reprenant le contrôle de ses organes politiques. Tous deux sont capables de diriger la colère populaire vers les banquiers, qui incarnent le capital excédentaire. Le populisme de droite, cependant, a l'avantage stratégique de pouvoir également cibler les réfugiés et les immigrants, comme incarnations du surplus de travail. L'exclusion de ces deux incarnations apparaît, faussement, comme un moyen pour l'État-nation de faire un retour en force, de revenir à un temps meilleur, avant le début de la longue crise de la relation capital-travail au début des années 1970. L'époque d'avant la crise est aussi vue avec nostalgie, comme une époque où le corps politique était plus homogène sur le plan ethnique.

Pas de doute, les populistes échoueront. Ils ne parviendront pas à revenir à l'âge d'or du capitalisme d'après-guerre, même pour ces groupes ethniques qui éprouvent le plus de nostalgie pour cette période. Au contraire, leurs poli-

⁵⁶Scott Santens, « Pourquoi nous devrions tous percevoir un revenu de base », disponible sur : <https://www.revenudebase.info/actualites/percevoir-revenu-de-base/>.

tiques aggraveront les tendances actuelles de stagnation et de crise. Ce que nous ne savons pas, c'est si, en échouant, ils seront cependant capables de faire suffisamment de ravages dans les institutions actuelles de l'internationalisme libéral pour déclencher un carnage par des réactions en chaîne au cours du déroulement de la crise. Jusqu'à présent, les actions coordonnées des États et des banques centrales ont permis d'éviter que les crises financières ne se transforment en véritables dépressions. Il est possible que le populisme affaiblisse ces institutions à un point tel que la coordination devienne impossible, nous plongeant dans un abîme comme on n'en a plus vu depuis les années 1930. L'école de Francfort s'est penchée sur cet abîme, sans y trouver le potentiel d'une unification révolutionnaire de la classe, mais plutôt celui de sa liquidation en profondeur. Quant à ce que *nous* y trouverons, les paris sont ouverts.

Conclusion

Les marxistes dissidents des années 1960 ont tenté de réactiver l'esprit critique de l'œuvre de Marx. S'ils adoptaient parfois le terme « théorie critique » comme euphémisme pour leur marxisme, ce n'était pas simplement un moyen pour eux d'éviter la répression maccarthyste. Il s'agissait aussi de distancier leur projet du dogmatisme rance auquel le marxisme avait été réduit. La théorie marxiste existante s'est avérée difficilement adaptée aux nouvelles réalités du capitalisme d'après-guerre. En particulier, elle a échoué à expliquer l'atomisation croissante des prolétaires dans les sociétés capitalistes avancées. Dans le contexte d'une économie en pleine croissance, les travailleurs étaient pour la plupart disposés à permettre aux partis et aux syndicats d'agir en leur nom - à accepter la hausse des salaires comme un substitut raisonnable à l'auto-émancipation collective. Les écrits mêmes de Marx n'offraient pas grand-chose à ceux qui cherchaient à comprendre cette colonisation de la vie intérieure des prolétaires, de leurs désirs et aspirations, par la forme marchande.⁵⁷ En réponse, les dissidents des années 1960 se sont inspirés d'autres traditions critiques, y compris des théoriciens comme Spinoza, Nietzsche et Freud, pour tenter d'expliquer l'identification subjective des travailleurs avec les logiques objectives qui les dominaient.

De cette façon, les dissidents essayèrent d'adhérer à la définition de la philosophie de Hegel – saisir l'esprit de son temps – ou, comme Marx l'écrivait dans une lettre à Ruge, découvrir le nouveau monde par la critique de l'ancien.⁵⁸ Mais le nouveau monde que les dissidents s'étaient mis en route pour découvrir est maintenant un *vieux* nouveau monde, marqué par des potentialités qui ne se sont jamais réalisées. Malgré ce qui semblait en vue à la fin des années 1960, les mouvements ouvriers ne se sont jamais reconstitués comme les dissidents l'avaient imaginé. Puis, dans les années 1970 et 1980, le courant dominant de ces mouvements – que les dissidents contestaient – s'est mis à décliner. Quel devrait être le but de la théorie aujourd'hui, à une époque de réveil de la lutte mais pas encore du mouvement communiste ? Nous suggérons que la théorie critique – ou mieux, la théorie communiste – a trois tâches.

La tâche première de la théorie est d'examiner la lutte de classe non seulement comme possédant un cadre théorique, mais comme étant elle-même théoriquement productive. Les travailleurs d'aujourd'hui sont confrontés au problème de savoir comment étendre et intensifier leur auto-organisation et leur lutte en l'absence d'un projet de classe partagé. Les voies que prendra l'action ne peuvent pas être connues à l'avance ; elles doivent être construites de manière créative, comme conditions préalables nécessaires à la réémergence d'un mouvement communiste. La théorie devrait donc chercher à donner un compte rendu rétrospectif des luttes concrètes : de ce qu'elles ont fait,

⁵⁷La tradition marxiste a également lutté pour expliquer l'identification parfois intense des travailleurs avec leurs propres oppresseurs, par exemple dans le nationalisme, ou la désidentification intense avec leurs camarades de travail, par exemple dans le racisme.

⁵⁸Marx écrit, dans la même lettre à Ruge : « Nous ne disons pas : « laisse-là tes combats, ce sont des fadaïses ; nous allons te crier le vrai mot d'ordre du combat ». Nous lui montrons seulement *pourquoi* il combat exactement, et la conscience de lui-même est une chose qu'il *devra* acquérir, qu'il le veuille ou non. » Karl Marx, *lettre à Arnold Ruge*, septembre 1843. *Correspondance Marx-Engels*, tome 1, lettre 77, p. 297, Éditions sociales.

ainsi que de la façon dont les participants aux luttes ont compris ce qu'ils faisaient. Il ne s'agit pas ici d'encourager les luttes, mais plutôt de les *lire*, en se concentrant sur la manière dont elles abordent le problème de la composition et tentent de le résoudre par la construction désordonnée de nouvelles catégories, de nouvelles tactiques et de nouvelles formes organisationnelles, qui trouvent un écho dans la société. Que nous disent ces luttes, en se heurtant à leurs limites, sur la forme du mouvement communiste à venir ?

La deuxième tâche de la théorie est d'examiner les formes de la crise actuelle des relations sociales capitalistes, qui fournissent le cadre ou le contexte dans lequel se déroule la lutte de classe. Nous avons souligné que l'effondrement de la relation capital-travail se produit dans et par la génération de populations excédentaires parallèlement à celle de capital excédentaire. En examinant le processus de cet effondrement, nous ne devons pas seulement chercher de nouvelles potentialités d'unité du prolétariat, mais aussi les divisions au sein du prolétariat que les relations sociales capitalistes créent et entretiennent, selon des critères tels que la race, le sexe, la nation, le statut citoyen, le niveau d'instruction et le secteur économique de travail, par exemple. Qu'est-ce qui explique la reproduction structurelle de ces divisions intra-classe (qui ne sont pas simplement épiphénoménales par rapport à un intérêt de classe partagé) ? Dans une ère de stagnation économique, les divisions entre les travailleurs sont devenues d'autant plus intenses que, dans un contexte de dégradation du marché du travail et des conditions d'emploi, de nombreux travailleurs dont les salaires et les conditions de travail sont supérieurs à la moyenne s'efforcent de protéger leurs prés carrés sur le marché du travail non seulement des assauts de l'austérité capitaliste mais aussi d'autres prolétaires.

La troisième tâche de la théorie est de faire un geste vers un avenir communiste, une tâche qui est devenue beaucoup plus difficile après la fin du mouvement ouvrier. La fin de ce mouvement a coïncidé avec l'évacuation du contenu émancipateur des catégories du monde capitaliste. Le communisme ne peut être un simple réagencement de ces catégories - le travailleur, la machine et l'usine - selon une nouvelle logique (c'est-à-dire la socialisation des moyens de production). Ou pour dire la même chose autrement : la technologie capitaliste n'est pas neutre, pas plus que l'infrastructure qui rend possible l'utilisation de cette technologie. Divisions périurbaines, réseaux électriques reliés à des centrales à charbon : l'organisation matérielle de la vie sociale d'aujourd'hui conduit l'humanité dans des trajectoires sociales spécifiques, dont elle doit s'échapper. Comment une humanité émancipée utiliserait-elle la technologie et concevrait-elle des infrastructures ? Sans entrer dans les détails, il semble néanmoins possible de dégager à l'avance certains principes de l'action communiste.⁵⁹ Un avenir communiste devrait rompre la relation entre *la quantité et la nature du travail que l'on fait* et *ce que l'on reçoit de la société*, d'une manière qui n'engendre pas de nouvelles formes structurelles de domination, qu'elles soient personnelles ou impersonnelles.

Nous ne voulons pas être incompris : en proposant ces tâches pour la théorie, nous n'annonçons pas un rôle particulier pour les théoriciens. À notre avis, la meilleure façon de voir la théorie est de la considérer comme une thérapie face au désespoir qui accompagne toujours les temps morts dans la lutte de classe, qui durent souvent pendant des années. C'est un mode de réflexion explicite sur la production théorique implicite dans la lutte, qui porte son attention aux limites inhérentes aux luttes. Celles-ci, dans leur formalisation comme limites, peuvent donner naissance à un mouvement communiste. Ce désespoir n'attend même pas toujours les temps morts de la lutte pour se manifester. Les militants désespèrent souvent des luttes dans leur déroulement même. On observe un clivage entre les militants d'une part, qui agissent sans réfléchir, et les théoriciens critiques d'autre part, qui pensent sans agir. La théorie doit permettre une pensée en action, une pensée qui connaît les limites de l'action, mais qui agit malgré tout.

⁵⁹Certes, l'automatisation jouera un rôle dans la communisation, mais il est difficile d'imaginer quel sera ce rôle dans le travail de soin : deviendrons-nous de simples appendices vivants de machines intelligentes, qui s'occuperont des petits et des grands, des personnes en détresse, de nos amours et de nos jardins ? Ou le travail du *care* est-il fondamental pour notre humanité ?